

## **Connaître l'histoire de la Seine-Saint-Denis pour comprendre la situation actuelle<sup>1</sup>**

**ANNIE FOURCAUT,**  
*professeur d'histoire contemporaine,*  
*École normale supérieure de lettres et sciences humaines, Lyon*

À quoi peut servir l'histoire dans une journée sur les représentations, les images d'un département ? Qu'est-ce que cela peut apporter de réfléchir à partir de l'histoire sur les images actuelles de la Seine-Saint-Denis ?

Avant de proposer une réflexion en trois moments, il est nécessaire d'apporter quelques explications sur la méthode des historiens et sur ce problème des représentations d'un territoire.

### **Quelques précautions méthodologiques**

L'histoire est une science sociale, une science empirique qui est construite par des professionnels, les historiens. Les historiens construisent leur sujet à partir d'archives, de méthodes, de concepts, d'une méthode critique ; la banlieue parisienne, la Seine-Saint-Denis en particulier, sont des sujets relativement récents. Il n'y avait pas d'histoire de la banlieue il y a vingt ans. Depuis une vingtaine d'années, des historiens professionnels – c'est-à-dire ceux qui font des maîtrises, des thèses, des DEA, des universitaires, des chercheurs, qui travaillent avec les méthodes scientifico-historiques, scientifico-empiriques des historiens – ont constitué la banlieue parisienne, mais aussi d'autres banlieues, en objet d'histoire, d'histoire sociale et d'histoire politique. Il existe aujourd'hui une assez importante bibliographie qui permet de retracer l'histoire contemporaine de la banlieue.

Dans cette histoire contemporaine de la banlieue, la Seine-Saint-Denis occupe une place tout à fait décisive. Il y a des thèses sur Saint-Denis, sur Bobigny, parce que ces communes jugées emblématiques de la banlieue rouge ont été largement étudiées par les historiens. Ces derniers ont étudié prioritairement l'histoire politique, et plus précisément l'histoire du mouvement ouvrier ou l'histoire des formes de socialisme municipal, l'histoire de la croissance urbaine, l'histoire de l'industrialisation et, plus récemment, une histoire des représentations, de la formation des représentations. Comment se forment les stocks d'images que nous avons dans l'esprit sans très bien savoir d'où elles viennent ? Quelques exemples, qui ne se limitent pas au cas de la banlieue, montrent que ces images sont historiquement constituées : le peuple de Paris, Gavroche, la zone sont des images qui sont immédiatement présentes dans les imaginaires.

Depuis une date relativement récente, les historiens travaillent en outre aussi à décrypter, à déconstruire ce type d'images construites. La banlieue, notamment la banlieue parisienne, et plus précisément la Seine-Saint-Denis – c'est sans doute sur ce département qu'il y a le plus de thèses, de maîtrises d'histoire –, est devenue récemment une espèce d'objet d'études et de recherches des historiens du contemporain.

---

<sup>1</sup> Texte issu de la publication de Profession Banlieue (épuisée), *La Seine-Saint-Denis, des représentations aux... réalités*, Collection « Les Rencontres », 2002.

Pour faire de l'histoire sociale ou de l'histoire de l'industrialisation, il y a des méthodes relativement éprouvées. Par contre, comment fait-on pour comprendre, décrypter les images et les représentations historiques ? Qu'est-ce qu'une représentation ? N'est-ce pas la traduction symbolique ou imaginaire des perceptions – puisqu'elles sont multiples – à une époque donnée d'un espace urbain et des populations qui y habitent ? Il y a des images de la Provence, il y a des représentations de la Bretagne, et il y en a de la banlieue parisienne et de certaines parties de la banlieue parisienne.

La question est de savoir comment ces images se fabriquent et se forment. Comment une société forme ses représentations telles que la zone, la banlieue rouge, la sarcellite, la banlieue noire, Gavroche, les faubourgs, la banlieue verte, les guinguettes, les « métallos », etc. ? De la même façon, on pourrait décliner un certain nombre de thèmes, de slogans, d'images qui sont des représentations correspondant à des situations historiques qui, elles-mêmes, sont généralement oubliées.

Le rôle des historiens est alors d'essayer de reconstituer l'archéologie de ces représentations sédimentées les unes au-dessus des autres. Parce qu'une représentation ne chasse pas l'autre, elle subsiste toujours dans ce que Fernand Braudel appelait « la prison de la longue durée ». Fernand Braudel, qui est l'un des pères fondateurs de notre historiographie, voulait dire par là que les évolutions économiques et sociales vont plus vite que les évolutions mentales, que l'on pense encore à partir d'un stock d'images héritées, alors que le monde, la société et l'économie qui nous entourent ont déjà radicalement changé.

Le rôle des historiens est donc d'essayer de décrypter ces images et ces représentations en montrant comment elles sont transmises par de multiples vecteurs, issues de multiples producteurs... que sont aujourd'hui les médias, la télé, les films, mais qui étaient, au XIX<sup>e</sup> siècle, la presse, les romans, la presse à un sou, les chansons, la poésie, les différents types de discours, les discours politiques comme ceux des institutions religieuses. Parmi ces producteurs de représentations, il y a également les producteurs de discours publics : l'État, les collectivités locales, territoriales, les partis.

Ces représentations ne sont pas uniquement formées par des discours ou par des images audiovisuelles. Elles peuvent être présentes dans l'espace grâce à des statues, des bâtiments, des noms de rues... L'impact, par exemple, des façades des mairies a longtemps été très fort, celles des mairies républicaines construites dans les années 1880, après la loi municipale de 1884, dans la quasi-totalité des communes de l'ancienne Seine Banlieue : c'était une représentation symbolique du triomphe de la République, dont on doit se demander jusqu'à quand il a été compris comme tel par la population locale.

L'ensemble de ces vecteurs audiovisuels, écrits, discursifs, architecturaux (les statues, les noms de rues, etc.), constitue donc des espèces de cristallisations temporaires qui sont des représentations plus ou moins fortes d'un territoire. Mais ça ne peut pas être une histoire linéaire et événementielle. On peut faire l'histoire politique de la banlieue en alignant les dates, les élections, etc., ou l'histoire économique en alignant les dates des créations d'usines, les chiffres de production, etc. L'histoire des représentations n'est pas une histoire linéaire, c'est une histoire « sans rivages », comme l'a écrit Alain Corbin. C'est une histoire par fragments, par moments qui se succèdent et qui se superposent les uns aux autres.

La troisième difficulté pour l'historien dans ce sujet, c'est la question de l'échelle. Comment parler des représentations de la Seine-Saint-Denis qui est, pour l'historien, un département extrêmement récent, alors que les représentations sont des réalités qui mettent longtemps à se forger ?

Or, la Seine-Saint-Denis est un département qui date de la loi de 1964 qui réorganise le découpage de la région parisienne. Le département n'a vu le jour – au sens de ses institutions – qu'à la fin des années 1960, en 1967-1968. On a fêté récemment les trente ans des départements de la région parisienne qui sont nés dans le cadre de la modernisation de la région parisienne, une modernisation administrative et urbanistique, puisque la loi de 1964 est liée au schéma d'aménagement et d'urbanisme de 1965 qui prévoit les villes nouvelles en grande banlieue et une restructuration des départements limitrophes. C'est ainsi que Bobigny, qui n'était pas du tout une ville administrative, devient préfecture de la Seine-Saint-Denis. Ce département est donc né récemment (au regard de l'histoire, trente ans, c'est très peu). En outre, il n'a eu de véritable pouvoir que depuis les lois de décentralisation de 1982-1985. Auparavant, les départements, surtout en région parisienne, étaient sous la tutelle de l'État et du district.

Il est donc difficile de faire l'histoire des images du département parce que c'est une réalité relativement récente, et cette réalité, au niveau des représentations, interfère obligatoirement avec d'autres échelles de représentation. Par exemple, quelle est la force, dans l'imaginaire des gens, du cadre départemental ? A-t-il un sens en Seine-Saint-Denis ? Si l'on prend le Loir-et-Cher, est-ce que ses habitants se sentent, se perçoivent d'abord du Loir-et-Cher ? Est-ce que les représentations se construisent d'abord dans le cadre départemental ? C'est difficile à dire... Et pour la Seine-Saint-Denis ? Il semble qu'il soit nécessaire de raisonner au moins dans un autre cadre imaginaire qui est le cadre local, le cadre de la commune. Autant le cadre du département paraît, historiquement, relativement récent, autant le cadre communal a, en France, une pérennité, une force...

Le maillage communal de la France, qui compte plus de 38 000 communes, est considéré, au niveau de l'Europe, comme une absurdité. La France est le dernier pays européen à avoir un cadre aussi directement hérité des paroisses de l'Ancien Régime et, pour des raisons politiques complexes, ce cadre apparaissait jusqu'à tout récemment comme à peu près intouchable. Cela veut dire que c'est un cadre symbolique très fort, un cadre d'intégration politique très fort. Peut-être est-ce en train de changer... ? Mais on est aussi obligé de prendre en compte le fait que le département, c'est d'abord une agglomération de communes, au niveau des représentations. Il est incontestable que la force des images communales est plus forte que le cadre départemental dans ce qu'on pourrait appeler le premier XX<sup>e</sup> siècle, qui va de la Belle Époque à la Seconde Guerre mondiale. Dans cette période, c'est le cadre communal qui prédomine, puisque les départements actuels n'existaient pas ; il n'y avait que deux départements qui entouraient Paris : la Seine Banlieue et la Seine-et-Oise. Or il n'y a aucune espèce d'identité de la Seine Banlieue ni de la Seine-et-Oise. Ça n'existe pas. Par contre, il y a une très forte identité des communes, quelles qu'elles soient. Saint-Denis a une très forte identité, Bobigny, etc.

Il faut donc penser que le département, c'est aussi un maillage d'identités communales. Et le département de la Seine-Saint-Denis, dans les imaginaires, c'est aussi un morceau de la banlieue. Une des spécificités françaises (les autres pays ne connaissent pas, pour des raisons géographiques et historiques, le même type de configuration), c'est que la banlieue est un cadre très fort de l'imaginaire. Il y a à cela des raisons historiques fortes : d'abord, le poids de la capitale, d'une capitale centralisée dans un pays où, pendant très longtemps, il n'y a pas eu de réseau de villes comparables ; avec la banlieue qui se situe dans un rapport constitutif et antagoniste avec Paris. Et ce rapport, cette tension sont très forts dans l'imaginaire.

La banlieue se constitue aussi dans un autre rapport imaginaire, avec la province. Dans l'imaginaire français, il y a deux façons de penser le territoire : Paris/province et Paris/banlieue, des réalités typiquement hexagonales. Pour des Européens ou des Nord-Américains, cette dichotomie Paris/province n'a aucun sens. Alors qu'en France cela éveille tout de suite un ensemble de représentations, de hiérarchies. Pour le couple Paris – banlieue, c'est la même chose ! Parce que ce sont des réalités historiquement constituées au moins depuis le XVIII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècles pour des raisons compliquées. D'abord une espèce de raison topographique qui fait qu'en France, à cause du développement concentrique de la banlieue, de la longue persistance des fortifications, il y a une espèce de topographie de l'encerclement. C'est le cas de la banlieue qui encercle de fait Paris, ce qui n'est pas le cas de autour de Londres, par exemple. Cette notion de l'encerclement se retrouve dans le thème des Barbares qui menacent la civilisation, qui campent aux portes de la cité dans les faubourgs, un thème qui date des débuts de la révolution industrielle, des années 1830. La première fois qu'est apparu ce thème, c'est en 1831 à propos des ouvriers des filatures de soie, les canuts, à Lyon.

L'ensemble de ces réalités topographiques, historiques très anciennes font que la banlieue a souvent une image dominante, une image plus ancienne et plus forte qui vient recouvrir l'image propre du département. C'est notamment le cas pour la Seine-Saint-Denis.

Cette histoire des représentations peut se structurer autour de trois moments de cristallisation des imaginaires. Cristallisation de l'ensemble des représentations produites par les différents émetteurs autour, en liaison ou reflétant – les trois termes peuvent être utilisés – des réalités économiques et politiques ou urbaines très fortes. Trois moments d'histoire de la banlieue et, plus spécifiquement, de la Seine-Saint-Denis, ce qui ne veut pas dire que la première image disparaît quand la seconde apparaît.

## **La banlieue noire : de la zone à l'industrialisation**

La première image est celle de la banlieue noire : « De la zone à l'industrialisation », avec, pour exemple, la naissance de l'industrialisation de la plaine Saint-Denis et les conséquences qu'elle a eues sur les images de ce morceau de banlieue. Le poème Saint-Denis-la-Suie de 1904 en est une illustration. On est en pleine période de la Belle Époque.

Mais il faut revenir un peu en arrière pour essayer de comprendre comment se juxtaposent des images noires dans l'imaginaire...

Saint-Denis-la-Suie est une image noire. Dans une période qui va des années 1850 à la Première Guerre mondiale, deux images fortes ressortent à propos de l'actuel département de la Seine-Saint-Denis : l'image de la zone au sens strict du terme et l'image de l'industrie polluante, noire, etc.

Qu'est-ce que l'on entend par « la zone », un terme qui a perduré dans le vocabulaire d'aujourd'hui : zoner, etc. ? À l'origine, la zone, c'est la bande de terrains non constructibles qui entoure les fortifications de Paris. Paris est une ville fortifiée par une enceinte militaire depuis 1842-1845. Ces fortifications ne seront arasées que pendant l'entre-deux-guerres, ce qui est très tard par rapport aux autres villes européennes. Paris a été une ville fortifiée avec les forts avancés : fort d'Aubervilliers, par exemple. C'était le même système de fortifications et Paris était donc entouré de murs. Au pied de ces murs, il y avait un glacis défensif et les militaires avaient interdit que l'on construise en dur au pied du glacis des fortifications.

C'est là que va se développer ce que l'on appelle la zone au sens strict du terme, c'est-à-dire un ensemble de constructions légères, puisqu'il était interdit de construire en dur (des cabanes, des roulottes, des constructions en planches), où habitait, entre 1860 et la Belle Époque, une population mixte composée de chiffonniers, de gens un peu marginaux à la ville, mais aussi une population d'« honnêtes travailleurs », d'ouvriers, chassés de Paris par la crise du logement.

À cause de ce type de constructions proches des bidonvilles et parce qu'elle encercle Paris (au sens strict du terme, puisqu'elle entoure les murailles), la zone va devenir un thème très fort de l'imaginaire : la zone noire, la ceinture noire qui entoure Paris... Il y a même une période où les médias se cristallisent sur le problème des Apaches, ces bandes de jeunes gens et de jeunes filles qui vivent sur la zone, plus exactement sur les fortifications et sur la zone, et qui, de temps en temps, descendent pour faire des coups de main au centre de la capitale.

Les études qui ont été faites sur cette population des Apaches montrent qu'elle est constituée, majoritairement, de jeunes gens qui refusent les mutations industrielles qui se produisent à cette période. Ce sont des jeunes qui refusent les usines en voie de rationalisation.

Et cette image de la zone noire, parce qu'il y a des chiffonniers, parce qu'il n'y a pas de route, parce que c'est du bidonville, est une des images de la Seine-Saint-Denis, puisque l'actuel département, dans sa partie limitrophe avec Paris, comprenait une partie de la zone. C'est une des images fortes de la période du XIX<sup>e</sup> siècle.

La seconde image forte, qui est assez différente et peut-être antagoniste de la précédente, c'est l'image d'une zone industrielle. C'est un peu la plaine Saint-Denis qui focalise cette image. En effet, parce qu'il y a de la place, parce que c'est un territoire plat, parce qu'il y a des canaux, parce qu'il y a des routes, etc., la plaine Saint-Denis va connaître un extraordinaire boom industriel, avec une très importante concentration d'établissements industriels chimiques et métallurgiques.

Pourquoi cette concentration en Seine-Saint-Denis, qui était alors la Seine Banlieue ?

Il s'agit d'abord de l'industrie qui est expulsée de Paris. L'haussmannisation transforme Paris, même si ça n'est pas un résultat à moyen terme, et chasse l'industrie de la capitale. Surtout l'industrie polluante.

Par ailleurs, une autre politique publique a pour effet d'envoyer l'industrie polluante à l'extérieur des fortifications : c'est l'ensemble des lois que l'on appelle les lois sur les établissements insalubres, ou établissements classés. C'est une série de lois et de décrets très précoces, au tout début de la révolution industrielle, en 1806, 1810 et 1815. Les établissements dits classés ou dits insalubres – pour l'industrialisation de l'époque, ça veut dire, en gros, la quasi-totalité de la chimie, des colorants, de la chimie organique et une partie de la métallurgie – ne peuvent pas s'installer dans une agglomération dense.

Ainsi, entre 1860 et 1914, ces établissements industriels vont aller s'installer en banlieue, là où la banlieue est proche et bien desservie, c'est-à-dire dans la plaine Saint-Denis.

En outre, pour les industriels, il est plus intéressant d'aller s'installer au-delà des fortifications puisque les fortifications étaient aussi des barrières d'octroi et qu'en conséquence ils ne payent pas l'octroi. Ainsi, dès cette période que l'on peut situer entre 1860 et 1880, ce territoire de la plaine Saint-Denis, d'Aubervilliers notamment, concentre massivement la chimie et la chimie organique. Il existe des textes d'observateurs parisiens qui parlent de la puanteur d'Aubervilliers ; c'est connu dans tout le nord-est parisien et certains textes nous apprennent que les habitants du nord-est de Paris disaient, quand ils ouvraient leurs fenêtres l'été et que cela sentait mauvais : « Ça sent Aubervilliers. » Ce territoire a donc une image très forte liée à celle de l'industrie polluante, de l'industrie chassée de Paris, une image liée à ses possibilités d'accueil de ces industries.

Cela frappe d'autant plus les imaginaires que le décollage de l'industrialisation en France, à la différence de l'Angleterre ou de l'Allemagne, ce que l'on appelle le take off, est lent, « doucereux » et n'est pas très visible à part dans les sites de mono-industrie du Nord, en Lorraine et dans l'est de la France. Il y a en France très peu de grosses concentrations industrielles comme Manchester en Angleterre ou la Rhur en Allemagne. Aussi les territoires franchement voués à l'industrie sont-ils plus visibles dans le paysage français que dans les autres pays européens. C'est pour cela que le caractère un peu atypique de l'ensemble Saint-Denis - Pantin - Aubervilliers ou Ivry-sur-Seine (seule vraie concentration industrielle du sud) ressort avec une visibilité due à sa nouveauté peu compréhensible. Et la nouveauté, jugée inquiétante, est généralement stigmatisée.

Il y a donc cette première image industrielle, avec très vite une domination de la métallurgie et de la chimie qui sont à la Belle Époque – il faut le préciser – des industries de pointe. Avec pour corollaire une croissance très rapide de la population. C'est une zone très attractive, notamment pour l'immigration, et cela très tôt : immigration bretonne massive venue des Côtes du Nord, des Alsaciens et des Lorrains, des Belges, des Espagnols, des Italiens, des Russes, des Polonais, des Maghrébins – qui sont français, puisque l'on est à l'époque de l'empire colonial. Ainsi, les taux d'immigration sont déjà extrêmement forts à la Belle Époque.

Il y a également des spécificités très fortes en ce qui concerne la composition de la population active. Des villes comme Saint-Denis ou Aubervilliers atteignent des pourcentages de population active ouvrière de 70 % à 80 %, ce qui est tout à fait exceptionnel dans le paysage français. Avec, et c'est là aussi une exception, des pourcentages de femmes ouvrières, qui travaillent dans la blanchisserie, dans la chimie, comme manœuvres, là aussi très exceptionnels.

En corollaire se pose le problème du logement ouvrier. L'industrialisation de la plaine Saint-Denis se situe avant ou juste au début de la politique dite de logement social. Il y avait eu une loi sur les habitations à bon marché (HBM) en 1894, la loi Siegfried, mais elle n'avait produit que très peu de logements. Le logement de cette nouvelle population industrielle, ce sont des immeubles R + 2, R + 3, avec de tout petits appartements. Le surpeuplement est chronique et les familles ouvrières de trois, quatre, cinq personnes (elles n'ont pas beaucoup d'enfants, il y a déjà un certain malthusianisme) habitent une pièce, deux pièces, avec les WC dans la cour et l'eau sur le palier dans le meilleur des cas.

Tout cela forme un monde nouveau. En région parisienne, il y a peu de zones de ce type. À l'échelle de la France, on en trouve dans le Valenciennois ou en Lorraine, bien que ce ne soit pas encore la même configuration puisqu'il existe dans ces deux régions un patronat paternaliste qui loge ses ouvriers dans des conditions particulières, ce qui n'existe pas en région parisienne. Comme ce n'est pas la politique du patronat parisien de loger ses ouvriers, qu'il n'a pas besoin de fixer ses ouvriers, le marché de l'emploi étant suffisamment vaste, il y a très peu de cités ouvrières. On se trouve donc face à un monde neuf, un peu inédit, imprévu dans le paysage français, qui est apparu en vingt ou trente ans. Ce qui est peu à l'échelle de l'évolution des sociétés : la plaine Saint-Denis, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime et sous l'Empire, était une terre à blé. Le basculement d'une terre à blé en une concentration industrielle avec des problèmes inédits que la société ne sait pas résoudre, cela inquiète et génère des images noires, misérabilistes.

Il est très intéressant d'étudier le regard que portent sur cet ensemble de banlieue noire, de banlieue industrielle, les observateurs extérieurs. Il existe un certain nombre de témoignages de journalistes, de sociologues, d'observateurs sociaux, de philanthropes... Le plus célèbre s'appelle Jacques Valdour, qui a écrit de très beaux livres sur la banlieue. Il était en quelque sorte un établi en banlieue, presque au sens des établis maoïstes des années 1968-1970, alors qu'il était proche de l'Action française. Il s'habillait en ouvrier, avec une casquette, il allait loger dans un garni à Saint-Denis ou à Aubervilliers, il y restait deux ou trois mois, il notait, il faisait des observations, puis il publiait un livre : Choses vues à Saint-Denis ou Choses vues à Aubervilliers. Ses témoignages ont une très grande force.

Quelles sont les images qui ressortent de ces observations ? Les images sont souvent colorées. On fonctionne sur les symboles.

D'abord, une image noire. Saint-Denis-la-Suie. Image noire : la banlieue noire, la suie, la crasse, les fumées, la puanteur. Avec pour corollaire un registre double, un peu contradictoire : labeur et misère. Un peu contradictoire, parce que les observateurs extérieurs décrivent les gens qu'ils viennent voir comme des misérables, alors que ces misérables travaillent ; ce sont des salariés, ils ont un emploi, et ils sont même venus là pour trouver un emploi. Les Bretons des Côtes du Nord sont venus là pour trouver un emploi.

Il existe également sur cette époque des textes sur le logement, les garnis, le pourcentage de tuberculose, la maladie qui fait peur. Avec les statistiques, on peut stigmatiser un territoire. Il suffit de dire : « C'est là qu'il y a le plus fort taux de morts par tuberculose. » Ainsi, les observateurs sociaux de l'époque expliquent comment, à Saint-Denis, à Aubervilliers, à Pantin, le pourcentage de morts par tuberculose est absolument terrifiant ; en fait, ils étaient dans l'incapacité de le calculer compte tenu des méthodes de l'époque. On retrouve ainsi toute la thématique du labeur, de la misère, des taudis, de la décomposition de la famille ouvrière, de l'alcoolisme, une thématique assez ambiguë qui reprend celle de la peinture des pauvres du premier XIXe siècle et qui est appliquée à une population ouvrière, à une population où il n'y a pas de chômage, sauf pendant la grande dépression, à une population fortement salariée, d'ouvriers et d'employés.

Il faut donc réfléchir sur le regard de ces observateurs sociaux qui va complètement à l'encontre du fait que c'est une zone très attractive. La population augmente extrêmement vite pendant toute cette période de la Belle Époque, avec des vagues d'immigration successives, et ne se stabilise que pendant la grande crise des années 1930. Il y a donc un problème de double regard, celui des observateurs extérieurs et la perception des habitants.

Les images produites du Second Empire à la Belle Époque subsisteront à l'arrière-plan dans les périodes suivantes. On trouve notamment des films qui continuent à décliner ces thématiques.

## La banlieue rouge

C'est la deuxième image de la Seine-Saint-Denis ; elle se caractérise à nouveau par une couleur. Elle dure des années 1920 aux années 1960. En effet, s'il est facile de dater l'élection de Loubet à la présidence de la République, il est par contre difficile de dater les représentations, de dater la naissance d'une représentation.

Alors, ceinture rouge, banlieue rouge... cette image perdure des années 1920 à la fin des années 1960.

Durant la période précédente, la banlieue était d'abord une réalité socio-économique. La nouvelle période offre une réalité plus complexe. Il s'agit d'une réalité politique, avec l'implantation très forte du socialisme et du communisme municipal et électoral en banlieue parisienne, qui commence aux élections de 1924, qui connaît son apogée aux élections du Front Populaire, avec les municipales de 1935, puis les législatives de 1936, et qui perdure, quels que soient les aléas de la guerre, jusqu'aux années 1970. Il semble que cela soit en train de se terminer, mais la fin d'un phénomène est toujours difficile à voir.

Il y a donc une réalité politico-culturelle très forte, avec la constitution de bastions – c'est comme ça qu'on les appelle dans le vocabulaire politique de l'époque –, des bastions socialistes, des bastions communistes qui iront au-delà de la simple administration des choses courantes. Vont naître en effet autour de ces bastions politiques des réseaux associatifs : des associations pour les enfants, les femmes, les vieillards, les anciens combattants. C'est également la naissance de lieux emblématiques comme les maisons du peuple, ou encore toute la symbolique des noms de rues. Il y a donc une espèce de contre-société locale qui fournit une identité locale très forte, avec des images elles aussi très marquantes et le développement – on n'est pas seulement dans l'imaginaire – d'une politique sociale locale. Les municipalités, aussi bien socialistes que communistes, mais également certaines municipalités radicales (Pierre Laval, même, à Aubervilliers) ont fait la même politique : une politique sociale locale. Ces élus de municipalités qui connaissent une situation de crise du logement et de crise économique utilisent au maximum la petite marge de manœuvre que leur laissent les lois de 1884, notamment sur les HBM et sur l'aide sociale.

La grande dépression des années 1930 est dramatique en banlieue ; elle touche tout spécialement, pour des raisons économiques, l'industrie de pointe qui y est installée. Le chômage est massif et il est impossible de secourir tous les chômeurs, notamment les migrants récents – dans les années 1930, pour être secouru quand on est chômeur, il faut habiter depuis longtemps la même commune. Les municipalités ont donc à faire face à une misère au sens strict du terme : insalubrité du logement, misère matérielle, manque de nourriture. Elles développent alors ce que l'on appelle le pot au feu des chômeurs, qui est extrêmement populaire : les chômeurs de la commune ont droit, de la part de la municipalité, à un cabas dans lequel il y a de quoi faire un pot au feu pour la famille.

La notion des bastions rouges est donc une réalité politique et sociale qui s'inscrit à une échelle communale, mais elle s'inscrit aussi dans les esprits et notamment chez les journalistes et les hommes politiques : c'est la ceinture rouge. Les cartes publiées à cette époque dans la presse montrent la ceinture rouge qui encercle Paris, après les municipales de 1935, alors qu'en fait, sur quatre-vingt communes, seule une trentaine est socialiste ou communiste. Pas plus. Mais dans l'imaginaire, qu'il soit local ou national, Paris, la capitale, le lieu du pouvoir, est entourée d'une ceinture rouge. C'est donc une image stratégique extrêmement forte.

À la même période naît l'idée que se développe dans cette banlieue une espèce de société nouvelle, différente de la société de la ville centre. Les municipalités – une partie d'entre elles – développent, dans ce qui est considéré comme une société nouvelle, une société presque exclusivement ouvrière, un certain nombre de politiques totalement neuves qui n'ont jamais été expérimentées auparavant ailleurs, notamment des politiques sociales, architecturales et urbanistiques. La banlieue de ces années-là devient une espèce de banc d'essai des modernités.

C'est l'exemple de l'école Karl-Marx de Villejuif ; il n'est pas tiré de la Seine-Saint-Denis, mais peu importe... : les municipalités socialistes et communistes construisent pour les enfants de prolétaires les écoles les plus modernes, inspirées par les théories les plus radicales des mouvements pédagogiques et architecturaux modernes.

Cette société nouvelle a droit à l'expérimentation la plus radicale. C'est l'époque de la construction de la cité-jardin de Drancy, par exemple, de la cité de La Muette des architectes Beaudouin et Lods, dernière cité-jardin construite par l'OPHBM du département de la Seine et symbole de la modernité.

C'est aussi ce que l'on appelle en France les gratte-ciel, la modernité la plus radicale. Et il apparaît normal que la modernité radicale soit sur ces terres de banlieue où la société est en train de changer.

Même chose en matière d'expérimentation sociale. C'est en banlieue que l'on expérimente pour la première fois dans les années 1930, de façon massive et systématique, les colonies de vacances, les dispensaires, les écoles de plein air. Ces dernières constituent une espèce de nouveauté radicale. Ce sont des écoles où, pour protéger les enfants de la tuberculose, on les met sur des chaises longues au soleil, on les habille avec des vêtements de coton ou de lin, on leur frotte la peau pour qu'ils profitent du soleil, on leur applique des méthodes hygiénistes et thérapeutiques. C'est en banlieue que l'on expérimente ces écoles de plein air, à Vitry-sur-Seine notamment.

C'est donc en banlieue que se développe cette volonté d'expérimentation. Et cela donne, incontestablement, une image positive de ces territoires.

Mais en même temps, c'est l'image d'un espace en crise, parce que la croissance urbaine est trop rapide, qu'il y a le chômage, etc. C'est également la ceinture rouge, la banlieue rouge, qui porte une très forte image de la peur sociale, image qui durera des années 1930 aux années 1950, et s'atténuera après-guerre. À tel point que naît une sorte de littérature et de thématique sur la manière d'empêcher les banlieusards de se jeter sur les Parisiens...



Les banlieusards, ce sont les bolcheviques au couteau entre les dents : c'est en 1919 que naît cette image... On est là totalement dans l'histoire des représentations. L'exemple donc de cette affiche réalisée pour l'Union du patronat parisien pour les législatives de 1919 afin de faire battre la gauche aux élections législatives. Un chargé de communication du patronat imagine ces personnages à moitié asiatiques, hirsutes et menaçants, un couteau dégoulinant de sang entre les dents. Et cette image perdure. Elle est très forte et reste très forte pendant tout l'entre-deux-guerres. Cela engendre, comme le font toujours les images, des œuvres, des films, une littérature.

Un des grands producteurs de cette littérature de stigmatisation de la banlieue sera notamment l'Église catholique.

À cette époque, certains courants de l'Église de France sont proches du catholicisme intransigeant. C'est une Église d'avant les prêtres ouvriers, d'avant les chocs des années 1940, d'avant la Mission de France – la position de l'Église catholique changera ensuite au moment de la guerre. L'Église est alors très soucieuse de ce qui se passe en banlieue. C'est d'ailleurs l'une des institutions qui comprend le plus vite qu'il s'y passe quelque chose. Et l'Église, l'archevêché de Paris notamment, génère un mouvement qui s'appelle d'abord L'Œuvre des chapelles de secours, puis Les Chantiers du Cardinal, qui a duré jusqu'à nos jours, une institution considérable qui construit des chapelles, des églises, voire des cathédrales (Évry) en banlieue.

Ce mouvement engendre des mouvements de bonnes œuvres qui font des quêtes dans les belles paroisses parisiennes pour construire des églises pour rechristianiser cette banlieue, terre de sauvages, en dehors de la civilisation chrétienne. Ce n'est pas une caricature : de nombreux textes en attestent, comme ceux du père Lhande, un jésuite qui faisait des sermons à la radio – c'est une première en France. L'un de ses sermons s'intitule « Les cités nouvelles ». Les cités nouvelles, c'est la banlieue pavillonnaire des lotissements, c'est la croissance urbaine anarchique. Dans sa description, le père Lhande parle des huttes, des cabanes, des hordes... : « Des hordes venues s'établir dans des huttes et des cabanes aux portes de la cité. » La cité, c'est Paris ! Et de qui parle-t-il ? Il parle des employés du chemin de fer et des tramways qui allaient construire, en profitant de la loi Loucheur, des petits pavillons à Bobigny et à Drancy. Pour lui, la seule façon de rétablir la civilisation dans ces gourbis et ces cabanes, c'est d'y construire des églises. C'est un sermon qui était lu sur Radio Paris en 1930.

Il y a un film qui témoigne bien de la thématique de cette période, un film de 1941, Notre-Dame de la mouise. La mouise, la misère. Ce film est inspiré d'un livre, publié en 1927, intitulé Le Christ dans la banlieue, qui raconte une enquête menée par ce même jésuite, le père Lhande. Ce livre connaît un tel succès (trois ou quatre éditions, des centaines de milliers d'exemplaires vendus, suivis par d'autres livres, La Croix sur les fortifs et Le Dieu qui bouge) que l'on en fait une pièce de théâtre, Notre-Dame de la mouise, jouée dans les patronages partout en France. Cette pièce devient un film qui sort en 1941, alors certes dans un climat de révolution nationale. C'est l'un des premiers films français de fiction de long métrage qui soit sorti sous Vichy. Le thème est celui d'un prêtre qui quitte Paris pour aller à la rencontre des sauvages construire une église.

Quelles sont les images de la banlieue que propose ce film ? Le prêtre sort de Paris, il sort du métro, il sort de la ville, il franchit les fortifications... Les paysages deviennent très complexes. Des paysages d'usines, les fumées, puis une espèce de no man's land... Le prêtre aboutit dans un lieu qui est à la fois de la banlieue, de la zone, etc. Il se retrouve dans la zone, le lotissement, la banlieue, le bled...

Dans la scène suivante, on voit des hommes – est-ce que ce sont des ouvriers ? – qui distribuent des tracts dans un climat de révolte ; ils sont dans un café, et c'est l'image du tenancier de bistrot qui fomenta la révolution, une image classique qui date au moins du XIX<sup>e</sup> siècle : c'était dans les bistrots que se fomentait la révolution.

Le prêtre arrive ensuite dans le quartier de banlieue, de la zone... On retrouve dans la description des personnages l'opposition assez classique qu'il y avait dans les œuvres de fiction de l'époque : quelques-uns sont bons, on peut les sauver. Dans ce film, c'est une femme, c'est la gentille, qui d'ailleurs va sortir de son bled ; elle est jouée par une actrice qui joue toujours les gentilles, les ingénues : Odette Joyeux...

Le méchant est, lui, symbolisé par un jeune « sauvageon », orphelin, qui ne respecte même pas la mémoire de son père tombé à Verdun. Compte tenu du respect immense dont jouissaient les anciens combattants, pour faire un tel blasphème, il fallait vraiment être un monstre.

Mais au-delà de la caricature – la gentille et le méchant –, ces représentations concrétisent les stéréotypes. Deux représentations sont extrêmement fortes dans ce film :

- la vision coloniale des banlieusards – le bled, le prêtre missionnaire... Il pourrait être en Afrique ! Il est exactement comparé aux Pères Blancs en Afrique. Cette thématique coloniale, très présente à cette époque où la France est un grand empire, assimile les banlieues aux colonies. La scène clé du film, c'est lorsque le prêtre arrive devant cette population dangereuse et qu'il est lapidé. Comme dans l'Évangile, on lui jette une pierre. Il saigne et dit : « Sur cette pierre, je construirai mon église. » Et tout le film raconte le triomphe du christianisme sur la barbarie et la révolution ;

- la vision de la rédemption, à partir de la représentation des deux personnages : la gentille jeune fille et le garçon abominable qui vole sa mère, qui insulte son père. C'est un « couple » très souvent présent dans les œuvres de fiction : ceux qui sont perdus définitivement et ceux que l'on peut sauver. Dans le film, la gentille jeune fille va se sauver en partant. Elle dit à sa mère : « Quand est-ce que nous sortirons de cet affreux bled ? », et sa mère aura une loge de concierge dans les beaux quartiers parisiens. Elles sont donc très heureuses, parce qu'elles en sont sorties... Sortir, socialement, cela veut dire aussi sortir topographiquement. Si on reste là, dans la banlieue, on ne peut pas être sauvé.

Le mélange des paysages est également très intéressant dans ce film. On ne sait pas bien où l'on est. Le prêtre missionnaire marche assez loin, il sort de Paris, on aperçoit une espèce de campagne, des usines. Et le lotissement de l'histoire, le bled, est présenté en même temps comme la zone. Ce sont des cabanes, c'est exactement le paysage de la zone. Mais en même temps, un lotissement, ce n'est pourtant pas de la zone. On est face à une espèce de mixage entre banlieue ancienne et banlieue nouvelle. Les personnages aussi renvoient dans l'imaginaire à Gavroche, aux Misérables, mais aussi à la révolution bolchevique. Le personnage en casquette, Bibi, le meneur qui jettera une pierre au prêtre, est un concentré de toutes les formes de dangerosité sociale. C'est un misérable au sens hugolien du terme et en même temps un révolutionnaire. Un révolté, plutôt.

Il faut préciser que l'on est en 1941 et que ce film a été financé avec des capitaux jésuites canadiens. Alors évidemment, l'histoire se termine bien ! Le prêtre réussit à construire son église dans le bled, après d'affreuses difficultés et des doutes. Mais cela va même plus loin, puisqu'il y a une scène assez ambiguë à la fin du film qui laisse penser, sans tirer le scénario à l'excès, que Bibi, le révolté, va se convertir, voire devenir prêtre. C'est presque déjà la thématique des prêtres ouvriers : convertir le semblable par le semblable.

C'est donc un film intéressant qui développe à la fois la thématique du catholicisme le plus intransigeant – refaire la société chrétienne d'avant la Révolution française – et une thématique beaucoup plus moderne qui apparaît à la même date en France au sein de l'Église de France, à cause du choc de la guerre : christianiser le semblable par le semblable.

## La banlieue des Trente Glorieuses

La dernière période de cette histoire des représentations de la banlieue s'appuiera sur le département de la Seine-Saint-Denis pendant les Trente Glorieuses. Pour cette histoire des images, la naissance des départements représente une nouveauté.

Les Trente Glorieuses, une expression inventée par Jean Fourastié, désignent cette période 1945-1975 de croissance de l'économie française et de modernisation de la France. Le département naît à cette période, il naît dans cette ambiance de la modernisation administrative du pays.

La naissance des nouveaux départements de la région parisienne, le découpage de 1964 a été présenté par la cinquième République comme une volonté d'administrer au plus près des populations sous-administrées. Le maillage administratif des anciens départements Seine et Seine-et-Oise se limitait à une préfecture à Versailles, mais il n'y avait absolument pas d'administration ou très peu d'administrations locales. La cinquième République marque une volonté d'administrer le pays, d'administrer la banlieue qui était en pleine croissance – c'était une période de baby-boom –, de redécouper la région parisienne, de lui donner de nouveaux centres (Bobigny, préfecture de la nouvelle Seine-Saint-Denis). Mais ce n'est pas seulement lié à une volonté d'administration, c'est également lié au schéma d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) de 1965 qui crée les villes nouvelles.

On est donc dans une période où s'affirment les politiques publiques : c'est une décision de l'État qui crée la Seine-Saint-Denis. Alors que, dans les périodes précédentes, les politiques publiques urbaines sont en gestation. À la Belle Époque, l'État est un État presque totalement libéral, donc il n'intervient pas. Les usines ne s'installent pas dans la plaine Saint-Denis parce que l'État les envoie en plaine Saint-Denis, c'est uniquement la logique privée qui explique les implantations industrielles.

L'entre-deux-guerres marque le début des politiques publiques, mais ce sont plutôt des politiques communales qu'une politique de l'État. C'est seulement dans la dernière période, celle de l'État-providence, que les décisions de l'État central auront un impact, notamment sur la naissance et le développement du département.

Dans ce climat de modernisation radicale naît également la volonté de maîtriser la croissance urbaine. Le schéma de 1965 marque la volonté d'empêcher la banlieue de se développer en « tache d'huile », selon le vocabulaire des aménageurs de l'époque, et de reporter cette croissance à vingt ou trente kilomètres au-delà de Paris, c'est-à-dire dans les villes nouvelles. C'est d'ailleurs une politique qui, du point de vue urbanistique, va globalement réussir. Il n'y a pas une zone continue d'urbanisation de Paris jusqu'au périurbain.

Cette politique de modernisation, d'aménagement, est menée par un État très volontariste, très technocratique, cela avant les lois de décentralisation. Le jeu politique est alors complètement différent. L'État ne demandera pas aux élus locaux ni même aux élus des conseils généraux s'ils veulent ou non que l'on redécoupe le département. Ce qu'ils ne voulaient surtout pas ! Mais même s'ils l'avaient voulu, l'État ne leur a rien demandé. Pour le schéma d'aménagement de 1965, c'est la même chose : c'est le district de la région parisienne dirigé par Paul Delouvrier, archétype du technocrate, qui, avec une petite équipe de techniciens, a tout décidé. Et Georges Pompidou, Premier ministre, fait une conférence de presse pour annoncer aux élus locaux l'existence du SDAU. On est avant la décentralisation, dans un contexte politique totalement différent de celui d'aujourd'hui.

Dans ce cadre, la région parisienne et tout spécialement la Seine-Saint-Denis, qui connaît une croissance très forte et qui a gardé voire développé l'industrie antérieure, connaît une forme spécifique de croissance urbaine propre à la banlieue, celle des grands ensembles. On trouve des grands ensembles partout en France, mais il y en a une bonne moitié qui est construite en région parisienne, principalement en banlieue. Il y en a quelques-uns en ville centre, mais très peu. Et ils vont devenir le symbole de la modernisation du pays. L'actuelle Seine-Saint-Denis recueille un certain nombre d'exemples architecturaux emblématiques : à Pantin, Les Courtilières, à Bobigny Le Pont de Pierre, à Saint-Denis les Francs-Moisins, etc.

Les archives du ministère de la Construction nous apprennent qu'en 1963 on faisait visiter les Courtilières aux délégations étrangères comme un exemple de la technologie du BTP français et du savoir-faire des architectes français.

Ces grands ensembles sont construits donc massivement entre 1953 et 1973 ; leur construction est arrêtée en 1973 par la circulaire Guichard.

Cette construction massive de grands ensembles est au croisement de deux données : une volonté technocratique de modernisation sans consultation sur les choix urbanistiques des élus locaux et des habitants et une réponse à une terrible crise du logement dont on a oublié l'acuité. Dans le film Aubervilliers, de Prévert et Lotar, on voit très bien, en 1945, à Aubervilliers, l'extraordinaire misère des conditions de logement de populations qui sont des populations d'honnêtes salariés : elles vivent dans des anfractuosités des fortifications, dans des cabanes...

La crise du logement n'a jamais été aussi forte qu'au lendemain de la guerre. D'abord à cause des destructions, des bombardements, de la misère du pays – la France est un pays ruiné au lendemain de la guerre – et du retard pris par rapport aux autres pays dans l'entre-deux-guerres. La construction des grands ensembles répond alors à un besoin des populations. C'est une réponse étatique : le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, puis le ministère de la Construction ; ou para-étatique, avec le mouvement des HLM et la Caisse des dépôts et consignations. Mais cette réponse se fait en accord avec les collectivités locales qui réclament des grands ensembles pour loger la population de sinistrés, de mal-logés qui sont sur leur territoire. Quand on regarde les textes de l'époque, qu'ils soient des partis, des syndicats, des mouvements de locataires, de la CNL, etc., tout le monde réclame des grands ensembles à corps et à cris pour loger la population. Le tout dans un climat de reconstruction et de modernisation, un pays qui retousse ses manches et qui veut faire une France nouvelle, différente de celle qui s'est effondrée en 1940.

Pour des raisons difficiles à expliquer parce qu'elles n'ont pas encore été très bien étudiées, l'image des grands ensembles change dès les années 1965-1970. Alors que les grands ensembles sont en train de sortir de terre, leur image, certes pour une part positive, change. C'est l'apparition du thème de la sarcellite, par exemple, bel exemple de la force des représentations.

D'abord, la France sort de la misère et entre dans la société de consommation, dans la société de croissance, avec de nouvelles exigences de confort domestique. Les jeunes apparaissent comme réalité sociale alors qu'auparavant ils n'existent pas comme catégorie constituée. Dans les années 1930, il n'existe aucun texte ni aucune directive politique en direction des jeunes. Ces derniers n'apparaîtront dans les politiques publiques que dans les années 1960, avec toute une rhétorique sur les jeunes dans les grands ensembles, les blousons noirs dans les grands ensembles. C'est à cette même période, dans les années 1960, que les femmes apparaissent et deviennent un sujet de société, cela sans doute à cause encore de l'entrée massive dans la société de consommation : les femmes dans les grands ensembles...

Avec l'apparition de ces groupes émerge dès les années 1965-1970 le thème de la pathologie des grands ensembles. Des médecins, des psychosociologues (c'est une science sociale de l'époque) font des thèses universitaires sur les maladies psychosomatiques des femmes dans les grands ensembles ou sur la délinquance juvénile dans les grands ensembles (à une époque où elle est extrêmement faible et socialement contrôlée).

Cela repose, pour partie, sur une certaine nostalgie des périodes antérieures... À partir du moment où les grands ensembles – et le type de paysage qui va avec – se généralisent, surgit une nostalgie : on regrette l'ancien, le vieux quartier, mythique, qui n'a jamais existé, le vieux quartier, convivial, où tout le monde se connaît, va au même bistrot, etc. Il y a un film admirable de 1958 qui résume très bien cela, Mon Oncle de Jacques Tati, chef d'œuvre absolu parce qu'il anticipe sur la mutation urbaine de la France. Le film repose totalement sur l'opposition et la nostalgie du quartier ancien où, d'ailleurs, personne ne travaille. Il y a un balayeur qui balaye toujours au même endroit, c'est la convivialité, avec une petite place, une marchande de quatre saisons, etc.

Une nostalgie donc du vieux quartier et, en conséquence, le rejet des grands ensembles. Ce qui montre d'ailleurs que le ministère de la Construction était quand même un peu schizophrène : d'une main, il construisait, de l'autre il s'inquiétait des effets de ces constructions.

Cette apparition assez précoce du thème négatif des grands ensembles qui sont, en même temps, en train de sortir de terre, est consacrée par le célèbre film de Jean-Luc Godard de 1967 : Deux ou trois choses que je sais d'elle.

Dans Deux ou trois choses que je sais d'elle, « elle » ce n'est pas, contrairement à ce que l'on pense, Marina Vlady, mais la région parisienne. Godard le dit très clairement au début du film en voix off. Il rappelle le décret qui nomme Paul Delouvrier préfet de la région parisienne et le film porte sur la région parisienne présentée comme un chantier. On entend les bruits du chantier dès le début de la bande son. Et Marina Vlady, dans la barre Debussy de La Courneuve, se prostitue par ennui mais aussi parce que son mari ne gagne pas assez d'argent.

Que peuvent apporter, signifier ces trois moments ?

L'histoire de la banlieue parisienne, comme une bonne partie de l'histoire des villes, est une histoire faite de crises et de mutations, de crises surmontées par les sociétés qui, finalement, arrivent toujours à trouver des solutions avec plus ou moins de retard. Mais dans une temporalité propre à l'urbain. La crise de Paris ville centre est diagnostiquée dans les années 1820-1840, elle est résolue dans les années 1860-1880. Il faut en moyenne trente à quarante ans pour résoudre une crise de mutation urbaine.

S'agissant de l'imaginaire et des représentations, ils fonctionnent sur les nostalgies. Les nostalgies d'une époque précédente, toujours présentée comme un âge d'or : « C'était mieux avant. » Ces représentations fonctionnent aussi sur un oubli des crises précédentes. La société n'a pas de mémoire des crises, et notamment des crises urbaines. La crise du logement, dramatique, des années 1950, où les gens mouraient de froid dans les rues de Paris et des banlieues, où les bébés mouraient de froid dans les taudis, a été totalement oubliée. Les grands ensembles sont présentés aujourd'hui comme une absurdité technocratique alors qu'ils répondaient à un réel besoin social et étaient réclamés par tous les acteurs sociaux.

Il faut donc se méfier du fait que les représentations sont généralement là pour masquer et empêcher de comprendre le nouveau, ce qui émerge : il est toujours difficile de comprendre le présent, parce que les représentations fonctionnent d'abord à partir des images du passé.

Il y aurait aussi intérêt à se débarrasser de la spécificité française qui fait des banlieues un monde à part. La banlieue est une réalité socio-économique entre le milieu du XIXe siècle et le dernier quart du XX<sup>e</sup> siècle, et cela ne sert plus à grand-chose de penser les questions urbaines en termes de banlieue.

Enfin, il faut rappeler que les images de la banlieue sont toujours polysémiques, et produites par des vecteurs différents ; le produit aussi de l'identité, populaire et ouvrière. Tout cela se retrouve sur un long siècle d'histoire des représentations.

---